

L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation :** 02 février 2016

**Affiché le :** 9 février 2016

**Nombre de Conseillers :** 63

**Nombre de présents :** 43 puis 44 à partir de la délibération n°2

**Nombre de votants :** 57 puis 58 à partir de la délibération n°2

**Nombre d'absents excusés :** 6 puis 5 à partir de la délibération n°2

**PRÉSENTS :** Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Joël BOTREAU – Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan: Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians: Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD – Yvette GUIOU à Bruno GANDON – Pauline DREANO à Serge ANDRIEU – Bernard BOSSAN à Franck DUPAS – Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE – Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN – Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD – Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS – Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER – Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS – Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN – Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS :** Christian GONNET – Karine GUEZ – Eric UGHETTO – Jean-Paul ANRES – Joseph BERNHARDT – Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Michel JOUVE

**Délibération n°28-16**

**Direction générale des services**

**Objet :** Modification de la délégation d'attributions du Conseil au Président

**Conseil de Communauté de la CoVe du 8 février 2016**  
**Délibération n°28-16**  
**Direction Générale des Services**  
**Objet : Modification de la délégation d'attributions du Conseil au Président**

**Le Conseil de Communauté,**

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, en ce qu'il dispose que le conseil municipal délibère sur la gestion des biens de la commune,

Considérant qu'il est opportun, pour une conduite plus réactive des opérations de la communauté d'agglomération, de déléguer à l'exécutif l'autorisation de signer les demandes d'urbanisme relatives aux propriétés de la CoVe (demandes de permis de construire, de déclarations préalables, de permis de démolir, de permis d'aménager et de certificats d'urbanisme),

Entendu le rapport de présentation, et après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

**Décide**

**Article 1 : D'ÉTENDRE la délégation d'attribution du Conseil de Communauté au Président pour :**

- Signer les demandes de permis de construire, de déclarations préalables, de permis de démolir, de permis d'aménager et de certificats d'urbanisme, portant sur les biens propriété de la Communauté d'agglomération.

**Article 2 : DE RÉCAPITULER la liste des attributions déléguées au Président :**

**1 - Arrêter et modifier l'affectation des locaux dont la Communauté d'Agglomération est propriétaire ou locataire, utilisés par les services communautaires.**

**2 –Procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté dans le budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et passer à cet effet les actes nécessaires.**

Le Conseil de Communauté donne délégation au Président, pendant toute la durée de son mandat et dans les conditions et limites ci-après définies, pour réaliser les opérations financières utiles à la gestion des emprunts et passer à cet effet les actes nécessaires, lorsque ces opérations ou actes n'emportent pas de conséquences de nature budgétaire, c'est à dire lorsqu'ils ne nécessitent pas l'ouverture de crédits supplémentaires qui ne seraient pas prévus par le budget.

Au titre de la délégation, le Président pourra :

- A - procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les

capitaux restant dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices,  
Plus généralement décider de toutes opérations financières utiles à la gestion des emprunts,

B - procéder à des opérations de couverture des risques de taux et de change permettant une amélioration de la gestion des emprunts.

- Ces opérations comprennent notamment la conclusion de contrats :

- \* d'échange de taux d'intérêt (swap),
- \* d'échange de devises,
- \* d'accord de taux futur (FRA),
- \* de garanties de taux plafond (CAP),
- \* de garantie de taux plancher (FLOOR),
- \* de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR),
- \* de terme contre terme (FORWARD/FORWARD),
- \* d'options sur taux d'intérêt,
- \* et de toutes opérations de marché (opérations de marché dérivées et opérations structurées).

- Les opérations de couverture des risques de taux et de change devront toujours être adossées à des emprunts réalisés ou à réaliser.

- La durée des contrats de couverture des risques de taux et de change ne pourra excéder la durée résiduelle des emprunts auxquels ils sont adossés.

- Le montant des contrats de couverture des risques de taux et de change ne pourra excéder le capital restant dû des emprunts auxquels ils sont adossés.

En conséquence, le Président est autorisé à :

- \* lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,
- \* retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,
- \* passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée,
- \* le cas échéant, résilier l'opération arrêtée,
- \* signer les contrats de couverture des risques de taux et de change répondant aux conditions de la délégation.

3- Décider de déroger à l'obligation de placement auprès de l'Etat des fonds mentionnés à l'article L.1618-2-I du Code Général des Collectivités Territoriales et décider du placement de ces fonds conformément aux dispositions de l'article L.1618-2-II du même Code.

4 – Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

5 - Décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans.

6 – Passer les contrats d'assurances et accepter les indemnités de sinistres.

**19 - Délivrer les autorisations d'occupation du domaine public et du domaine privé de la CoVe.**

**20 - Signer les contrats et conventions relatives à l'occupation du domaine public ou du domaine privé des personnes publiques, ou de la propriété des personnes privées, pour les besoins de la CoVe.**

**21 - Accepter les fonds de concours.**

**22 - Autoriser la consultation pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux sur un projet de délégation de service public, assorti de la condition d'en informer le Vice-Président de la Commission thématique concernée.**

**23 - Signer les demandes de permis de construire, de déclarations préalables, de permis de démolir, de permis d'aménager et de certificats d'urbanisme, portant sur les biens propriété de la Communauté d'agglomération.**

**Article 3-1 : DE PRÉCISER** que les décisions déléguées au Président pourront être signées par un Vice-Président ou par un conseiller communautaire, agissant en vertu d'une délégation de fonction et de signature du Président.

**Article 3-2 : DE PRÉCISER** que les décisions relatives aux attributions déléguées au Président pourront être signées par le Directeur général des services, le Directeur général des services techniques, les Directeurs et les responsables de services, titulaires d'une due délégation de signature du Président.

Transmis en Préfecture le : **09 FEV. 2016**

Publication par affichage le : **09 FEV. 2016**

Exécutoire le : **09 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.